

**Etablissement Public Territorial
PARIS TERRES D'ENVOL**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 72

DECISION DU PRESIDENT

DU 17 MARS 2016

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE SEIZE, LE DIX-SEPT MARS
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°16 – FINANCES – CREATION DE LA REGIE D'AVANCES POUR LES MENUES DEPENSES DE GESTION COURANTE DE
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL «PARIS TERRES D'ENVOL»**

Le Président,

Vu l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu le décret n°2015-1660 du 11 Décembre 2015 fixant le périmètre de l'établissement public territorial «Paris Terres d'Envol»,

Vu l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,

Vu la délibération de l'établissement public territorial « Paris Terres d'Envol » en date du 11 janvier 2016 par laquelle le conseil territorial a délégué ledit jour, à son Président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions pour créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services du territoire,

Vu le décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment son article 22,

Vu le décret N° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret N°66-850 du 15 Novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté ministériel en date du 3 Septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des établissements publics nationaux et au montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'instruction codificatrice N° 06-031-A-B-M en date du 21 Avril 2006 définissant les dispositions concernant les régies de recettes, les régies d'avances et les régies de recettes et d'avances des collectivités et établissements publics locaux,

Vu l'avis conforme de Madame le comptable public assignataire de l'établissement public territorial «Paris Terres d'Envol» en date du 14 mars 2016.

Considérant qu'il convient de créer une régie d'avances pour les menues dépenses de gestion courante de l'Etablissement Public Territorial «Paris Terres d'Envol».

DÉCIDE

- Article 1** A compter du 21 mars 2016, il est institué une régie d'avances pour les menues dépenses de gestion courante de l'Etablissement Public Territorial «Paris Terres d'Envol»
- Article 2** Cette régie est installée à Villepinte au 50 allée des Impressionnistes

Accusé de réception en préfecture
093-200023448-20160317-16-17-03
-2016-AU
Date de télétransmission :
23/03/2016

- Article 3** La régie a vocation à régler les dépenses suivantes :
- Acquisition de matériel et frais de fonctionnement – notamment tout frais de réception et de repas pris au cours de réunions de travail – non compris dans un marché public et dans la limite d'un montant par opération déterminé par arrêté du Ministre chargé du budget,
 - Les avances sur frais de mission et de stage ou les frais de mission et de stage lorsqu'il n'a pas été consenti d'avances.
- Article 4** Les dépenses désignées à l'article 3 seront acquittées exclusivement en espèces.
- Article 5** Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 1.800 euros.
- Article 6** Le régisseur et son mandataire suppléant seront nommés par arrêté du Président, sur avis conforme du comptable public assignataire.
- Article 7** Le régisseur verse auprès du comptable public la totalité des justificatifs des opérations de dépenses, tous les mois, et en tout état de cause, le 31 décembre de chaque année, lors de sa cessation de fonctions ou de son remplacement par le mandataire suppléant.
- Article 8** Le régisseur sera assujéti, après avis conforme du comptable public assignataire, à un cautionnement, dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.
- Article 9** Le régisseur percevra, après avis conforme du comptable public assignataire, une indemnité annuelle de responsabilité dont le montant est précisé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.
- Article 10** Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité.
- Article 11** Le Président et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.
- Article 12** Ampliation de la présente décision sera adressé à :
- Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis,
 - Madame le comptable public assignataire de l'Etablissement Public Territorial «Paris Terres d'Envol».
- Article 13** Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil de Territoire

Pour extrait conforme

Le Président
Bruno BESCHIZZA



Accusé de réception en préfecture
093-200023448-20160317-16-17-03
-2016-AU
Date de télétransmission :
23/03/2016